



Mme la présidente

La CGT aurait pu ne pas assister à ce CT qui propose une discussion autour de la campagne déclarative. En effet, pour notre OS, cette période ne s'inscrit pas dans une nécessité et cette campagne aurait du et devrait encore être repoussée. Qui peut croire qu'un ou deux mois de report fut un problème? Et au delà, qui va répondre dans des conditions sanitaires optimales à cet accueil physique que réclament chaque année les contribuables? Et comment ces mêmes usagers devront ils se débrouiller si notre administration ne propose pas d'accueil physique? Eu égard à ces deux problématiques, la cgt le réaffirme avec insistance. Nous ne sommes pas prêts!!!

Ceci étant, cette décision ressemble malheureusement à bon nombre de décisions gouvernementales froissant trop souvent incohérence, approximation et amateurisme, lorsqu'il ne s'agit pas de vulgarité.

Depuis le début de cette pandémie qui, parvenue à son terme, méritera que chacun regarde avec précision les manquements et autres incuries dont le gouvernement en place est responsable, nombre de nos concitoyens sont en attente d'une cohérence et d'une bienveillance sans équivoque...celà a été parfois le cas mais ce qui se trame désormais fait naître indignation!

Après des élections municipales, maintenues au grand dam des spécialistes de la santé qui en assénaient le danger, et dans un réveil attendu mais avec une gueule de bois dont beaucoup se souviendront, Macron semblait enfin décidé à oeuvrer pour le bien de tous. Tant bien que mal, la CGT approuvait les priorités définies pour ce qu'elles avaient d'intérêt collectif, individuel et général, notamment eu égard à la survie de certaines petites entreprises, la gestion des hôpitaux, des collectivités, les paies des fonctionnaires ... en parallèle, il nous fallait combattre la surpopulation inutile dans les bureaux, qui induit, par la circulation du virus, du danger pour la santé des agents et de leur famille. Privilégier le télétravail devenait une évidence, mais, là encore faute de moyens, la réponse ne sera pas à la hauteur espérée d'un pays dont le PIB caresse allègrement les 2500 milliards d'euros.

Ainsi, souvent contradictoire, parfois observateur et quelquefois affligé, la CGT a été, tout en l'étant encore, un acteur essentiel pendant cette crise.

Dans le Finistère, force est de constater que notre direction a souvent su anticiper, et a été capable d'entendre les OS, même si on peut ici, ensemble, déplorer quelques cas isolés de comportements zélés de quelques chefs de service. Dans cette dynamique, la CGT constate les précautions que vous mettez en place en évitant l'accueil physique durant cette campagne. Cependant, au niveau départemental, avec les moyens que nous n'avons pas eu, et dont localement personne n'est coupable, nous avons été d'accord sur l'idée que le présentiel ne pouvait être que minimal et hautement sécurisé, comme nous avons partagé la nécessité d'accompagner certains fonctionnaires en leur permettant la garde d'enfants par le biais des ASA, seule et évidente réponse lorsqu'on admet que le confinement et l'épidémie ne sont de la responsabilité d'aucun d'entre eux.

La CGT entend rappeler ici, que la remise en cause de cette réalité impliquerait un mépris sans comparaison dans un contexte sans précédent. Mme la présidente, le présentiel est il toujours pour vous un danger? Et comptez vous continuer de le raréfier pour le bien de tous y compris pendant cette campagne qui s'ouvre et qui nous est imposée?

À un mois d'une échéance bien incertaine, celle de la fin du confinement imposée aux français, nous pouvons à nouveau nous inquiéter de la légèreté des décisions gouvernementales. Le chef des armées, puisque c'est dans ce vocabulaire guerrier qu'il s'est exprimé mi mars, ne peut jamais décréter la fin d'une guerre, moins encore lorsque l'ennemi n'a pas promis la signature de sa reddition. Au mieux, pourra t il la constater plus tard, mais face au coronavirus, la Cgt reste persuadée qu'il ne faut pas baisser les armes.

Pourtant notre Chesterfield en herbe s'apprete à le faire, en envisageant envoyer les bleus de travail au front..sinon pourquoi ces 2 décisions, parmi d'autres aussi ineptes que le maintien de la campagne des déclarations et la reprise des cours dans les écoles...

Pour la CGT, les salariés n'ont pas vocation à mourir sur le front, moins encore pour répondre aux sirène du capitalisme et du medef.

Les français exigeraient rencontrer notre administration lorsqu'ils n'ont plus autorisation pour enterrer leurs proches? Et qui pourrait croire que la reprise des cours à partir du 11 mai si elle est maintenue, n'est autre qu'une supercherie supplémentaire? Qui peut croire que nos enfants tireront avantage à participer à la classe sans assiduité et ce, dans des conditions dangereuses? Cette proposition illustre encore que tout communiquant vit aux depens de celui qui l'écoute. La cgt écoute mais n'est pas dupe, cette hypothèse de reprise des cours repond simplement à la nécessité de remettre les parents au travail...y compris avec les risques que l'on connait tous ici.